Le pouvoir aux travailleurs

21 MARS 2020

N° 263

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Editorial

LE CAPITALISME RENFORCE LA DANGEROSITÉ DU CORONAVIRUS Page 3

PRÉVENTIONS CONTRE LE CORONAVIRUS : LES POPULATIONS PAUVRES SONT SANS MOYENS Page 7

NON AUX VIOLENCES ETHNISTES, XÉNOPHOBES OU INTERCOMMUNAUTAIRES Page 8

ÉLECTION 2020 : L'ART DE PIOCHER DANS TOUTES LES MARMITES Page 10

SOMMAIRE	PAGES

ÉDITORIAL :

- LE CAPITALISME RENFORCE LA DANGEROSITÉ DU CORONAVIRUS 3

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- CORONAVIRUS : LES PATRONS FONT DU CINÉMA……. 4
- CMU OBLIGATOIRE DANS LES ENTREPRISES :
  IL Y A DE L'ESCROQUERIE DANS L'AIR……... 4
- LES TECHNICIENS EN AGRONOMIE HAUSSENT LE TON…….. 4

L E U R S O C I E T E

- PETITE HISTORIQUE DU CORONAVIRUS..... 5
- CORONAVIRUS : DES THÉORIES COMPLOTISTES À CELLES
  QUI PARLENT DE FIN DE MONDE, IL N'Y A RIEN DE NOUVEAU !..... 5 - 6
- PRÉVENTIONS CONTRE LE CORONAVIRUS :
  LES POPULATIONS PAUVRES SONT SANS MOYENS…….. 6
- CORONAVIRUS : GESTION IRRESPONSABLE DES QUARANTAINES
  PAR LES AUTORITÉS SANITAIRES…… 7 - 8
- NON AUX VIOLENCES ETHNISTES, XÉNOPHOBES
  OU INTERCOMMUNAUTAIRES…… 8 - 9
- NOUVELLE PIÈCE D'IDENTITÉ : UNE OPÉRATION DOUTEUSE !..... 9
- ÉCHAUFFOURÉES ET SACCAGES
  DANS DES CENTRES D'ENRÔLEMENT POUR LA CNI……. 9 - 10
- ÉLECTION 2020 : L'ART DE PIOCHER DANS TOUTES LES MARMITES… 10
- ÉLECTION 2020 : À LA SOUPE…… 10
- BARBARIE D'UN AUTRE TEMPS !..... 11
- LA SÉCURITÉ, ON LA VEUT DANS NOS QUARTIERS,
  PAS DANS VOS DISCOURS ! …….. 11

LE CAPITALISME RENFORCE LA DANGEROSITÉ DU CORONAVIRUS

Le gouvernement prétend avoir pris des mesures de « *santé public* » pour lutter contre le Coronavirus, en annonçant notamment la fermeture des écoles ainsi que du parlement fantoche à sa botte. Mais ces mesures ne peuvent nullement protéger les travailleurs et les populations pauvres.

Tout le monde peut constater que l'activité dans les entreprises, notamment les usines, continuent comme si de rien n'était. Ainsi, par exemple, les postes de travail ne sont pas aménagés alors que les risques de contamination sont réels du fait de la promiscuité. Mais dans ce monde où le profit des capitalistes prime sur la santé des travailleurs et de la population, les exploiteurs peuvent continuer à nous voler et à mettre notre vie en danger avec la bénédiction et la protection de l'État qui est à leur service.

Il en va de même dans le transport en commun. Les usagers sont collés les uns aux autres, les bousculades sont quotidiennes. Que dire alors de la situation dans les quartiers populaires. Les familles des travailleurs vivent les uns sur les autres dans la promiscuité, partageant de petits logements, quelques fois sans eau courante, quand bien même il est préconisé de garder une certaine distance entre deux personnes, avec obligation de se laver régulièrement les mains au savon.

Autant dire que les mesures dérisoires prises par le gouvernement relèvent plus du cinéma et ne sont pas faites pour protéger la grande majorité de la population alors que le danger la guette.

Un gouvernement réellement préoccupé par le risque de contamination aurait pris les mesures élémentaires telles que : fermeture de toutes les entreprises non indispensables, avec obligation à l'employeur de payer l'intégralité des salaires des travailleurs, y compris leurs primes, qu'ils soit embauchés, contractuels ou journaliers, et cela pendant toute la durée de la fermeture ; distribution gratuite de savon et de gel hydro alcoolique dans les quartiers populaires et installation de fontaines et des toilettes publiques ; alimentation en eau courante de tous les quartiers et les cours commune, avec gratuité de l'eau durant toute la période tant que persistera le danger de contamination ; mettre fin à la promiscuité dans les habitations des quartiers populaire et dans les cours communes en réquisitionnant toutes les écoles, hôtels, entreprises, cliniques, logements non habités ainsi que les bâtiments en cours de construction; réorganisation du transport en commun en tenant compte des risques de contamination.

Évidemment, de telles mesures, les travailleurs ne peuvent pas les attendre d'un gouvernement à la solde des capitalistes et des riches. On ne pourra les y contraindre que par notre mobilisation collective.

Si la crise du Coronavirus s'aggrave, le gouvernement finira peut-être par imposer le confinement comme en Italie ou en France. Cela signifiera alors pour bien des pauvres, d'être piégés comme des rats dans leurs bidonvilles, dans la faim et la promiscuité, avec le risque majeur d'y laisser leur peau. Ces quartiers seront quadrillés par les forces armées, aidées peut-être même par les forces armées françaises en place, afin de protéger les quartiers riches.

CORONAVIRUS : LES PATRONS FONT DU CINÉMA

Malgré le Coronavirus, les patrons dans la zone industrielle de Yopougon font semblant de respecter l'hygiène. À voir comment ces patrons se comportent, on se rend bien compte que ces messieurs ne cherchent en aucun cas à protéger les travailleurs qu'ils exploitent.

C'est ainsi que dans une entreprise comme Sivop, qui pourtant fabrique du gel hydro-alcoolique, n'en donne qu'aux travailleurs dits embauchés. Pareil pour les cache-nez. Les journaliers qui sont pourtant les plus nombreux, n'ont pas droit, tout comme ils n'ont pas droit à la tenue de travail, chaussures de sécurité, etc.

À Darling par exemple, le patron a distribué des cache-nez dont la qualité est plus que douteuse. Après quelques heures de travail il est déjà abimé alors qu'on est sensé l'utiliser une semaine.

Il faudrait aménager les postes de travail de sorte qu'il y ait au moins un mètre entre chacun d'entre nous ; aménager aussi les vestiaires et revoir le transport.

C'est dire que leurs prétendues mesures de protection ne sont que des balivernes.

CMU OBLIGATOIRE DANS LES ENTREPRISES : IL Y A DE L'ESCROQUERIE DANS L'AIR

Faute de trouver des souscripteurs volontaires pour sa soi-disant Couverture Médicale Universelle, l'État fait obligation aux travailleurs déjà inscrits à une assurance maladie de souscrire à la CMU. Faute de quoi, leur assurance leur sera retirée.

Résultat, les travailleurs concernés doivent payer les cotisations habituelles à leur assurance privée, et en plus payer d'autres cotisations dans le cadre de la CMU. Ils cotisent donc deux fois. Pourtant, en cas de maladie, comme la CMU n'est pas fonctionnelle, il ne sont pris en compte que par leur assurance privée.

Donc l'État se contente de prélever de l'argent sur le salaire déjà insuffisant des travailleurs, sans pour autant assurer la contrepartie qui est d'assurer des soins. C'est une escroquerie qui ne dit pas son nom.

Si le gouvernement se souciait vraiment de la santé des travailleurs, il pourrait exiger que les patrons payent les cotisations de CMU pour les travailleurs et leurs familles, qu'ils soient embauchés ou journaliers. Mais attendre ça de ce gouvernement complètement à plat ventre devant le patronat, c'est comme attendre du lait d'un bouc.

LES TECHNICIENS EN AGRONOMIE HAUSSENT LE TON

C'est depuis 2018 que des agents techniques du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et ceux du ministère des Ressources animales et halieutiques sont en négociation avec leurs autorités de tutelle. Ils sont au nombre de 3000 et ils travaillent au compte de l'État en milieu rural dans différentes filières agricoles. Ils revendiquent entre autres, la revalorisation de la « *prime d'incitation* » et la suppression de la prime discriminatoire dite « *prime spécifique* ».

Si rien n'est fait jusqu'à la fin du mois de mars, ils menacent de se mettre en grève début avril. L'État fait comme tous les patrons. Ceux-ci ne s'activent que sous la pression des travailleurs.

L E U R S O C I E T E

PETITE HISTORIQUE DU CORONAVIRUS

Fin 2019, des cas groupés de pneumonies surviennent en Chine dont certains mortels. Le 9 janvier, le virus responsable est identifié, il s'agit d'un nouveau coronavirus. Il est très contagieux. En mars, ce virus s'est répandu sur les 5 continents et a touché plus de 155 pays, contaminé plus de 200 000 personnes et fait plus de 10 000 morts. En Côte d'Ivoire officiellement, il y aurait 14 cas avérés à ce jour. Que sait-on de cette épidémie qui menace le monde ?

La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) est une maladie infectieuse provoquée par un nouveau virus qui n'avait encore jamais été identifié chez l'être humain.

Ce virus provoque une maladie respiratoire (analogue à la grippe) avec des symptômes comme le rhume, la toux, le mal de gorge, la fièvre et dans les cas les plus sévères, une pneumonie ou une difficulté respiratoire. Plus rarement, la maladie peut être mortelle surtout chez les personnes âgées et les personnes qui présentent d'autres problèmes médicaux (asthme, diabète, ou maladie cardiaque).

Il n'existe actuellement aucun vaccin ni aucun médicament spécifique contre cette épidémie. Les recherches sont en cours. On peut cependant réduire le risque de la contracter ou de la transmettre en suivant les prescriptions suivantes :

- Se nettoyer fréquemment les mains avec un produit hydro alcoolique ou avec de l'eau et au savon.
- Se couvrir le nez et la bouche avec un mouchoir ou le creux du coude quand on tousse ou quand on éternue.
- Éviter les contacts étroits en laissant une distance d'au moins un mètre avec les autres personnes, surtout avec celles ayant des symptômes de rhume banal ou d'état grippal.

Les personnes touchées peuvent avoir besoin d'un traitement de soutien pour les aider à respirer. Sauf qu'en Côte d'Ivoire, pour les populations pauvres, il n'y a rien ! Uniquement des beaux discours et du vent !

CORONAVIRUS : DES THÉORIES COMPLOTISTES À CELLES QUI PARLENT DE FIN DE MONDE, IL N'Y A RIEN DE NOUVEAU !

Depuis que la maladie à Coronavirus (ou Covid-19) sévit, les réseaux sociaux ainsi que les rumeurs véhiculent toutes sortes d'informations plus ou moins fantaisistes. Pour certains, ce virus aurait été créé pour exterminer la population de la Chine dans la rivalité économique qui l'oppose aux Etats-Unis. Pour d'autres, il a été créé pour rendre les habitants de Hong-Kong dociles et obéissants à Pekin. D'autres encore prétendent qu'il s'agit d'un complot visant à contaminer à grande échelle les populations africaines. On parle d'hélicoptères qui doivent venir déverser le virus en Afrique ou de soi-disant vaccins qui au lieu de protéger contre la maladie viendraient plutôt contaminer.

À côté de ces théories complotistes, il y a les religieux de tous poils qui, eux, brandissent la colère divine. À la faveur de l'épidémie, des messages circulent comme quoi ce serait une punition de Dieu, pour tout ce qui se

passe sur cette terre. Des chaînes de prières sont préconisées dans le monde, des processions ont même été organisées à Rome. Rappelons que le nombre de décès en Italie, là où réside le pape, a déjà atteint le nombre de 5000 à ce jour du 22 mars et qu'il est en constante progression. Si on devait compter sur les incantations et les prières pour arriver au bout de cette épidémie ou en serait-t-on ?

Les religieux ont toujours utilisé les épidémies ou pandémies de toutes sortes pour effrayer les populations. Au 14ème siècle, une épidémie de peste décimait le tiers de la population de l'Europe. Entre 1918 et 1919, « *la grippe espagnole* » a fait entre 50 et 100 millions de morts dans un contexte de guerre mondiale qui avait déjà fait des millions de morts. Au Liberia, en Sierra Leone et Guinée, l'épidémie d'Ebola a fait plus de 11 000 morts. Et chaque fois, on nous annonçait la fin du monde, etc.

Toutes ces théories ne sont ni les premières ni les dernières lorsque surviennent de grandes catastrophes. Mais les faits sont là pour démontrer que ces épidémies ont tué parce que lors les siècles passés, l'humanité n'avait pas les connaissances scientifiques pour y faire face.

Mais depuis un certain temps, l'humanité sait comment combattre les virus. Même s'il n'y a pas de médicaments immédiatement disponibles, il y a toutes les mesures à prendre pour éviter une catastrophe. Ce qui fait défaut ce n'est pas la capacité de la science à faire face à la difficulté mais l'organisation économique et politique de la société dominée par le système capitaliste.

Dans un contexte de crise capitaliste, les systèmes de santé, y compris dans les pays riches, sont victimes de restrictions budgétaires alors que les États ne cessent d'injecter des milliards et des milliards dans les caisses des actionnaires des grandes entreprises capitalistes. Comment s'étonner alors que les hôpitaux publics soient complètement débordés lorsque survient une épidémie.

Dans nos pays pauvres, la situation sanitaire est encore plus catastrophique car même en temps ordinaire les hôpitaux publics sont incapables de soigner la population qui n'a pas les moyens d'accéder aux cliniques privées autres que les « *cliniques-boutiques* » qui fleurissent dans les quartiers pauvres.

La Chine a construit un hôpital en quelques jours pour la prise en charge des malades, et aujourd'hui, bien qu'il soit le pays le plus peuplé du monde il a réussi à juguler cette épidémie. Les villes ont été désinfectées. C'est pour dire que les moyens de lutte existent pour peu que les investissements soient faits et que l'État y mette les moyens adéquats.

Si un petit pays comme l'Italie (dont la population est 22 fois moins nombreuse que celle de la Chine) il y a déjà autant de morts alors qu'on en est qu'au début de l'épidémie, Il ne faut pas être sorcier pour deviner qu'en Afrique, ce serait franchement une hécatombe si une telle épidémie se développait. Notre système de santé public est infiniment dérisoire par rapport à ce qui serait nécessaire. Il n'y a pas besoin d'invoquer une punition divine pour comprendre qu'il s'agit d'une catastrophe qu'on peut prévoir…et éviter.

Les idées obscurantistes ont toujours prospéré là ou l'ignorance et la peur existe ! La bourgeoisie mondiale et ses valets qui dirigent nos pays entretiennent cette ignorance et les préjugés obscurantistes qui en découlent pour que les exploités ne prennent pas conscience que c'est le système capitaliste qui est la vraie cause de la misère et qui empêche l'humanité d'accéder au progrès et au bien-être collectif.

L E U R S O C I E T E

PRÉVENTIONS CONTRE LE CORONAVIRUS : LES POPULATIONS PAUVRES SONT SANS MOYENS

Les premières infections du Covid-19 ont été déclarées en Chine fin décembre 2019. Vue la vitesse de propagation du virus, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a lancé une alerte générale. En Afrique, particulièrement en Côte d'Ivoire, les autorités ont déclaré haut et fort que le pays est prêt et dispose des moyens nécessaires pour y faire face. Depuis le 11 mars que le premier cas a été déclaré, des mesures de préventions telles que : se laver régulièrement les mains au savon, porter un cache-nez et le changer au bout 3 à 4h, etc. sont exigées.

Rien que ça, les populations à faible revenus ont du mal à suivre. Elles habitent généralement des quartiers où il est difficile de trouver de l'eau potable. Elles empruntent les transports en communs, gbaka, woroworo, bus, où elles sont très souvent entassées comme des sardines. Les cache-nez, les gels ont vu leur prix se multiplier. Un simple cache-nez qui coûtait 150f est passé à 500f, 1000f, voire plus ; d'ailleurs on n'en trouve même pas. Il en est de même pour les gels de mains. Bien avant cette pandémie, les fins de mois étaient déjà compliquées pour ces familles, et maintenant s'il faut inclure ces dépenses alors que les salaires ne connaissent pas de hausses. Alors respecter ses mesures de préventions devient difficile voire impossible pour ces familles.

Dans de telles conditions, dire que le pays est disposé à faire front au Covid-19, c'est mentir comme un arracheur de dents.

CORONAVIRUS : GESTION IRRESPONSABLE DES QUARANTAINES PAR LES AUTORITÉS SANITAIRES

Face à l'épidémie de coronavirus qui ne cesse de se propager, les autorités du pays ont décidé de mettre en quarantaine pour deux semaines, tous les voyageurs qui reviennent de pays touchés par cette épidémie. Mais force est de constater la gestion calamiteuse de ces mises en quarantaine. L'irresponsabilité de nos autorités risque d'occasionner une propagation rapide de cette maladie, alors que le système de santé est en piteux état.

D'abord c'est le site de l'INJS, construit pour les jeux de la francophonie qui a été choisi. Mais ce site n'a connu aucun aménagement pour accueillir les gens. Par exemple il n'y a ni médicament, ni nourriture et même pas de structure de santé ni même un médecin. Comment vouloir maintenir des gens deux semaines dans un endroit sans assurer le minimum ?

Parmi ceux qui devaient être mis en quarantaine, il y avait des riches, des membres de la famille de certaines personnalités du pays, des grands joueurs internationaux. Ceux-là ont usé de leurs relations en haut lieu pour échapper à la quarantaine ou pour en faire échapper leurs familles. Le cas du chanteur A'Salfo du groupe Magic système ou encore d'Adama Bictogo qui ont usé de leurs relations pour extraire leur famille de la quarantaine ont fait scandale et ont beaucoup fait jaser sur

les réseaux sociaux. Actuellement, on apprend que l'une des personnes libérées dans ces conditions a été testée positive et se trouverait à Jacqueville. Combien de proches ont été ainsi contaminés ?

L'attitude irresponsable du gouvernement dans la gestion de cette épidémie met en grave danger toute la population. Surtout que ces gens sont bien placés pour savoir le piteux état dans lequel se trouvent les hôpitaux qui ne pourront en aucun cas faire face en cas de propagation rapide de la maladie.

NON AUX VIOLENCES ETHNISTES, XÉNOPHOBES OU INTERCOMMUNAUTAIRES

!

Il y a eu deux morts et deux blessés le 24 février à Kabakouma, village de Feu Général Guéi, situé à l'Ouest du pays. C'était suite à un conflit foncier entre Yakouba et Burkinabé.

Le gouvernement a dépêché une délégation dans laquelle figurait Albert Mabri Toikeuse, ministre de l'Enseignement supérieur, de l'ethnie Yakouba. Il a « *déploré* » la mort de deux « *autochtones* » tués par leurs « *protégés* » burkinabé, et a appelé à l'apaisement, au nom du gouvernement,

Pour éviter ce genre de conflit à l'avenir, il a demandé aux « *autochtones* » d'arrêter de vendre leurs terres, source principale des conflits intercommunautaires, selon lui.

Il a recommandé aussi aux habitants de Kabakouma de privilégier le « *bon ton* » que « *leur fils* », le général Robert Guéi aurait toujours prôné. En tout cas, le moins qu'on puisse dire, c'est que ce fameux « *bon ton* » n'a pas fait long feu. Robert Guéi a fini lui-même dans la violence après avoir versé dans la xénophobie et l'ethnisme et entraîné le pays entier dans le chaos !

Bien sûr, les propos tenus par Albert Mabri Toikeuse sont de circonstance, venant d'un politicien, en cette période électorale ! Et les gens de son acabit sont aussi capables de tenir des propos exactement inverses, comme Feu le général Guéi, lorsque cela les arrange. D'ailleurs les mots qu'il a utilisés tels qu' « *autochtones* » et « *protégés* » sont utilisés pour ménager ceux qui ont des sentiments xénophobes !

De plus, ce genre de tuerie n'a pas pour origine la vente des terres contrairement à ce qu'il prétend. Les conflits fonciers existent de tout temps, comme existe aussi, des conflits entre éleveurs et cultivateurs. Sauf que dans le passé, ces conflits se réglaient à l'amiable entre communautés. Ils sont devenus ensuite meurtriers quand des dirigeants politiques, religieux et des notables les ont exacerbés. Ils ont divisé encore plus les populations, dans l'objectif de les mettre encore plus sous leur coupe, pour s'en servir ensuite à des fins personnelles, notamment dans leur course à la mangeoire gouvernementale.

Ces mêmes dirigeants se donnent ensuite le beau rôle, comme on l'a déjà vu ici ou ailleurs, une fois leurs objectifs atteints, en prônant cette fois-ci la « *réconciliation* », après avoir eux-mêmes soufflé sur la braise, quand ils ne l'ont pas attisée !

Dans tous les cas, les divisions sur la base ethnique, religieuse ou nationale, ne servent jamais les intérêts des travailleurs et des populations pauvres, pour ne pas dire que c'est un poison. D'abord, parce que ce sont toujours eux qui en paient le prix fort. Ensuite, toute division entre eux renforce la bourgeoisie qui les exploite. Tout cela on l'a déjà vu en Côte d'Ivoire, et on n'a toujours pas fini d'en payer les conséquences !

L E U R S O C I E T E

Réunis dans le cadre d'une conférence plénière à Yamoussoukro, les évêques de Côte d'Ivoire ont appelé les fidèles catholiques à observer un jeûne le 20 mars pour les « *victimes du Coronavirus et pour la fin de cette pandémie* ». Ils ont également demandé de faire « *une prière pour arrêter la progression de ce virus* ».

Ces gens-là, toutes obédiences confondues, en propageant de telles stupidités, ne font aucun obstacle à la progression du Coronavirus. Bien au contraire, ils en deviennent les alliés objectifs.

NOUVELLE PIÈCE D'IDENTITÉ : UNE OPÉRATION DOUTEUSE !

Le gouvernement vient de lancer l'enrôlement en vue de délivrer la nouvelle pièce d'identité biométrique. Son coût est de 5000 Fr. Ne pourront manifestement prendre part au vote en octobre 2020 à l'élection présidentielle que ceux qui seront en possession de cette nouvelle pièce d'identité.

Or, avec les temps qui courent, peu de gens sont motivés à refaire leur pièce d'identité, surtout à un tel prix ! Et encore moins, dans l'objectif de pouvoir participer au vote.

Ces élections à venir sont pourtant la principale préoccupation actuelle des dirigeants politiques ainsi que des notables à leur service.

Du côté des tenants du pouvoir, ils disposent aujourd'hui d'un fond de guerre assez puissant pour leur permettre de payer la pièce d'identité à leurs partisans, moyennant leur vote. Mais ce n'est pas le cas de tous les dirigeants de l'opposition qui sont éloignés de la marmite depuis plusieurs années. Voilà pourquoi ces derniers demandent aujourd'hui la gratuité des pièces d'identité.

Mais les tenants du pouvoir ne l'entendent certainement pas de cette oreille. Ce qui ne les empêchera évidemment pas de prétendre ensuite que les élections seront démocratiques. Sans aucun doute ! Mais une démocratie « *bananière* », tout de même !

ÉCHAUFFOURÉES ET SACCAGES DANS DES CENTRES D'ENRÔLEMENT POUR LA CNI

Il y a quelques jours, des groupes de jeunes organisés par les partis d'opposition, ont manifesté à Bouaflé, Daoukro, Gagnoa, et Tiébissou. Ils réclamaient la gratuité de la Carte Nationale d'Identité (CNI) et disaient qu'ils n'étaient pas d'accord avec les changements dans la constitution entrepris pas le gouvernement.

Ce vendredi 20 mars 2020, c'est autour de Divo et de Yopougon de renter dans la danse. En effet, à Divo les manifestants ont opté pour la sensibilisation avec des pancartes et des mégaphones. Par contre, pendant ce temps à Yopougon, des jeunes revendiquant la même chose se sont exprimés sous d'autres formes. Dans l'unique centre d'enrôlement de cette commune, ils ont détruit les « *valises Semlex* » dont dispose tout Yopougon pour réaliser l'enrôlement.

L E U R S O C I E T E

C'est déjà le contentieux électoral que les différents états-majors ont commencé à vider. La confection des cartes d'identité en Côte d'Ivoire est toujours en lien avec les élections. Ce qui fait que leur attribution est toujours problématique, car chaque parti politique veut en avoir le maximum pour ceux qui votent pour lui. Et dans cette guéguerre, ce sont les populations qui en font les frais. D'une simple pièce administrative, la CNI est devenue aujourd'hui un sésame rare.

ÉLECTION 2020 : L'ART DE PIOCHER DANS TOUTES LES MARMITES

Les guides religieux sont en ce moment en phase avec les hommes politiques de différents bords. Tous prônent aujourd'hui la non-violence en vue des élections qui doivent se tenir au mois d'octobre de cette année. C'est, en tout cas, l'appel qui a été lancé par « *l'Alliance des guide spirituels de Côte d'Ivoire* » qui a déclaré que leur « *rôle n'est pas de faire de la politique, mais de parler de paix* ». « *Nous ne devons pas avoir de couleur politique* », a déclaré son représentant. Comme ça, au moins il a plus de chance de manger à tous les râteliers !

Au final, quel que soit le camp politique gagnant, et quelle que soit la manière dont celui-ci y parviendra, y compris en enjambant des cadavres, comme en 2000, 2005 et 2010, les dirigeants religieux seront toujours présents pour bénir les gagnants comme les perdants ! Ainsi, ils seront toujours du bon côté de la marmite !

ÉLECTION 2020 : À LA SOUPE

A l'approche des futures élections qui auront lieu à la fin de cette année, c'est en ce moment la période pour les dirigeants politiques de seconde zone, tel que Jeannot Ahoussi-Kouadio, de se positionner et de montrer sa force pour la monnayer en conséquence.

Ainsi, ce président du Sénat, transfuge du Pdci, trouve son compte en continuant pour l'instant à rouler pour le pouvoir en place. Il n'a pas encore oublié que c'est Ouattara qui lui a permis d'obtenir son poste actuel grassement rétribué et qu'il souhaiterait bien garder.

Il a parlé au nom des 420 chefs de village de la région du Bélier, dont il est originaire, histoire de montrer qu'il est au contrôle ! Et pour montrer à ces chefs de villages qu'il est maintenant assez riche, il leur a payé la carte de Cmu (Couverture maladie universelle), ainsi qu'à tous les chefs de Didiévi, son département d'origine, et cela pour toute l'année.

Autant dire qu'il compte bien rentabiliser son petit investissement !

L E U R S O C I E T E

BARBARIE D'UN AUTRE TEMPS !

Le 12 mars dernier, pour cause des funérailles d'un notable, les cours scolaires ont été suspendus dans la ville de Sinématiali. Il a été demandé aux élèves et enseignants de rester à la maison par *« respect des principes de la tradition* ».

Le lendemain, un enseignant d'une petite école publique a été battu à coups de « *chicotte* » à son domicile, lors du passage d'un « *masque* » car il n'avait pas respecté les soi-disant consignes.

Selon les enseignants, ce ne serait pas la première fois qu'une telle barbarie se produit à leur égard. D'ailleurs, on n'a pas beaucoup entendu les gens du pouvoir, notamment ceux de cette région, les Dona Fologo et autre Coulibaly Tiémoko, condamner cette barbarie d'un autre temps !

LA SÉCURITÉ, ON LA VEUT DANS NOS QUARTIERS, PAS DANS VOS DISCOURS !

Dans la dernière semaine du mois de février, Akeikoi, un quartier de la commune d'Abobo, a fait l'objet d'attaques de « *microbes* ».

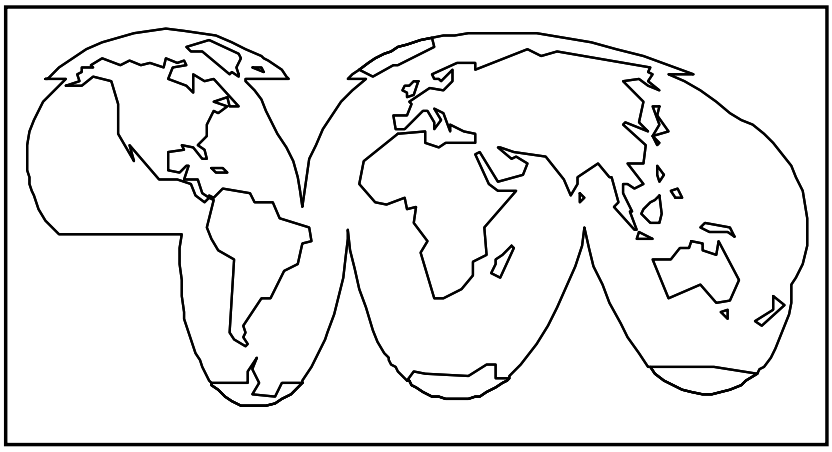
Un matin, à la grande surprise de la population, des jeunes armés d'armes blanches (machettes, couteaux, etc.) ont débarqué à Akeïkoi dans le secteur appelé "André-Bar". Ils sont entrés dans les cours pour agresser et voler. Au bout d'un certain temps, ils sont repartis sans que les forces dites de l'ordre et de sécurité n'interviennent.

Le lendemain et de la même manière, c'est le secteur voisin "Bandji" qui a fait les frais de leur attaque.

Le troisième jour, c'était le secteur de "Christine-Bar" qui était pris pour cible. Mais ce jour-là, les jeunes du secteur s'étaient organisés. Munis de pilons, de barres de fer, d'outils de cuisines et tout ce qu'ils ont pu prendre pour se défendre, ils les attendaient. Surpris par l'accueil, ces jeunes hors la loi furent obligés de rebrousser chemin. Depuis lors, ils ne sont pas revenus.

L'inaction des forces armées a une fois de plus montré le fossé entre les dires des dirigeants et ce qui se passe réellement dans nos quartiers.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.